

Les défis de l'immigration

L'ASTI, plutôt connue pour son activisme tous azimuts en faveur des immigrés et autres réfugiés de tous les horizons, avait organisé en 2002 une campagne de réflexion sur le thème "migrations: les enjeux!". Une demi douzaine de conférences était suivie d'un colloque scientifique. Les actes de ces assises viennent de paraître sous forme d'un numéro spécial de la revue "ensemble" n° 71-72 (mars 2003).

michel pauly

Malheureusement la brochure ne présente les contributions des conférenciers étrangers (Catherine Wihtol de Wenden, chercheuse en sciences politiques au CNRS, Antonio Vitorino, commissaire de la CE, Cristina Allemann-Ghionda, professeur de pédagogie, Marco Martiniello, politologue de Liège) que sous forme de résumés parfois elliptiques et difficiles à comprendre et d'articles repris de la presse quotidienne. Par contre celles inaugurale de Jean-Claude Juncker, premier ministre, et de Christel Baltes, pédagogue de l'université de Trèves, sur le rôle des femmes portugaises, sont publiées in extenso.

S'il est vrai que le discours du premier ministre était tenu à un moment (28/03/2002) où il croyait encore à une croissance économique continue, qui a subi un revers notable quelques mois plus tard, son intervention reste absolument intéressante puisqu'il y prônait clairement une ouverture de la citoyenneté et du droit de vote afin d'éviter que bientôt "une minorité ne prenne les décisions pour une majorité" et qu'il continua par un vibrant plaidoyer en faveur de la double nationalité qui servirait aussi les intérêts des Luxembourgeois habitant à l'étranger.

En matière de politique d'emploi il a préconisé une ouverture immédiate du marché de l'emploi luxembourgeois aux travailleurs d'Europe centrale dès l'adhésion de ces pays à l'Union européenne, en renonçant à la période transitoire de sept ans prévue par les traités. Juncker tire ainsi la leçon de ses propres erreurs faites en 1986 lorsqu'il réussit à imposer une telle période de transition de 10 ans pour les travailleurs portugais lors de l'adhésion du Portugal à la CEE, mais qui se révéla superflue parce que l'adhésion créant de nombreux emplois dans leur pays, l'émigration portugaise (et espagnole) cessa rapidement

(cf. à ce propos Michel Pauly, Vaines dérogations... Les frilosités luxembourgeoises en matière de libre circulation européenne, in: *forum* n° 156/décembre 1994, p. 3-8). Ayant compris aussi que le maniement d'une langue commune à tous les résidents et travailleurs devient une exigence incontournable pour la cohésion sociale, Juncker souhaita que son gouvernement ou celui qui allait lui succéder devait introduire un projet de loi obligeant toute entreprise engageant du personnel incapable de s'exprimer en luxembourgeois à dégager des plages horaires quotidiennes pendant les heures de travail pour que ces gens puissent apprendre la langue du pays, avec des efforts particuliers en direction des frontaliers qu'il suppose les plus réticents à apprendre le luxembourgeois. Quant aux problèmes que pose l'école luxembourgeoise aux enfants immigrés, le premier ministre ne se les cache pas, mais il avoue son incompetence à les résoudre.

Pour ce qui est du colloque du 18-19 octobre 2002 qui avait lieu dans les locaux de la BGL, principal sponsor, le volume des actes reprend l'ensemble des communications. Serge Feld (Université de Liège) présenta une ou plutôt plusieurs approches économiques du phénomène migratoire.

En réponse Guy Schuller (économiste) analysa le rôle de l'immigration dans la "spirale vertueuse" de l'économie luxembourgeoise (cf. sa contribution in *forum* n° 221, p. 16-23) et Jean Langers (STATEC) présenta quelques projections démographiques. Retenons de cette dernière contribution la constatation, basée sur le recensement de 2001, que le niveau de qualification des personnes entrées au Luxembourg est en nette progression depuis 1991, ce qui laisserait présager des retombées positives sur la productivité et donc sur la croissance économique, mais ce qui rend, à

Jean-Claude Juncker prônait clairement une ouverture de la citoyenneté et du droit de vote afin d'éviter que bientôt "une minorité ne prenne les décisions pour une majorité."



notre avis, encore plus urgente la création d'une université propre. Claude Wey (historien) analysa le champ politique luxembourgeois face aux étrangers, marqué par le consensualisme et une politique réactive. Luis Barreira (sociologue) posa la question de savoir au nom de qui parlent classe politique et syndicats. Fernand Fehlen (sociologue) plaida pour l'identification de projets communs dans une société plurielle, voire éclatée, plutôt que de s'attarder à des combats d'arrière garde en faveur de soi-disant niches de souveraineté parmi lesquels il compte aussi les efforts promis par le premier ministre pour promouvoir l'apprentissage du luxembourgeois, car "notre identité linguistique a deux dimensions: la langue luxembourgeoise et le multilinguisme.

gnages, des résumés d'ateliers et de tables rondes qui se sont également tenus au colloque. Ces interventions plus courtes ne sont pas les moins intéressantes. Ainsi un "work-shop" mit le doigt sur les graves problèmes de financement de la Sécurité sociale qui se posent un peu partout en Europe et qui exigent des décisions politiques d'envergure, alors que l'électorat se fait de plus en plus vieux et risque de forcer les élus à prendre des décisions qui ne seront pas à l'avantage des générations futures : un argument de plus pour l'élargissement du droit de vote aux immigrés.

Un aspect de l'immigration, ou disons un défi assez récent a été ressenti comme majeur tout au long de la campagne de réflexion de l'ASTI, mais n'a malheureusement pas fait l'objet d'une communication particulière, à savoir le défi posé par la courbe ascendante des frontaliers présents sur le marché de l'emploi luxembourgeois. Dès son discours inaugural, Jean-Claude Juncker avait constaté:

"Le véritable problème pour le Luxembourg de demain, ce sont les travailleurs frontaliers ... qui ne peuvent pas établir une relation sentimentale

Ce qui rend, à notre avis, encore plus urgente la création d'une université propre.

Oublier l'un des deux, c'est renoncer à ce qui fait l'originalité de notre pays et aussi la base de sa réussite économique. " Michel Legrand présente quelques résultats de la Recherche européenne sur les Valeurs en relation avec la cohésion sociale et le civisme (cf. dossier in *forum* n° 217).

Les éditeurs des actes ont eu la bonne idée d'agré-
menter ces contributions de fonds par des témoi-

avec le pays sur lequel se trouve l'entreprise dans laquelle ils sont employés, (mais) qui restent des membres actifs de leur communauté nationale respective sur le territoire national respectif de leur communauté d'origine." Il s'était posé la question grave de savoir si le "modèle luxembourgeois saura réagir convenablement à ce double phénomène" de l'immigration d'établissement et de l'immigration frontalière. Est-ce que les frontaliers vont accepter les instruments de régulation de conflits sociaux mis en place au cours de l'histoire luxembourgeoise? Et de mettre en garde devant les traditions syndicales autrement plus combattives de ces travailleurs frontaliers qui causeraient aussi des soucis aux centrales syndicales luxembourgeoises.

D'autres aspects de cette présence croissante de frontaliers dans la population active ont à plusieurs moments été approfondis dans les discussions et témoignages, ce que les conclusions ont repris sous le titre de "défi géographique" tout en posant cette autre question: est-ce que la Grande Région constitue un réservoir suffisant pour le marché de travail luxembourgeois de l'avenir?

Les conclusions du colloque avaient d'ailleurs été publiées dans *forum* n° 221 (p. 48s.) dans une version provisoire, rédigée par Raymond Weber, immédiatement après le colloque. Mais il vaut la peine de relire la version définitive retravaillée et approfondie par le comité scientifique d'accompagnement de la campagne de l'ASTI.

En résumé nous dirons que l'ASTI et ses partenaires ont fait le travail dans lequel la commission spéciale parlementaire 'Immigration' a échoué (cf. *forum* n° 219, p. 14-18): identifier les défis qui se posent, retenir les acquis, poser les questions essentielles, proposer des solutions pour résoudre les problèmes et ne pas esquiver des tabous incommodes. Félicitations!